



Mai 2019



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



Page 10

Plus de tourisme social serait trop coûteux pour les Suisses.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 19 mai 2019

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (Développement de l'acquis de Schengen) ?

Réponse

NON

Tous aux urnes : dire non à la Directive européenne sur les armes !

Pages
3 - 4

Immigration incontrôlée le problème de taille.

Pages 12 - 13

Pourquoi faut-il voter pour l'UDC?

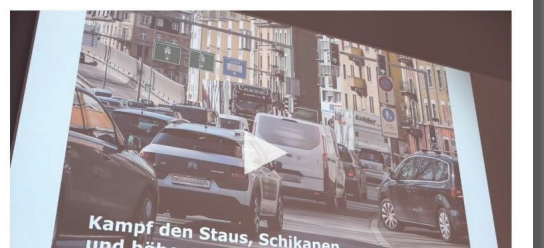
Page 15

L'UDC dans les médias



L'UDC veut adapter la mobilité à la démographie

L'UDC regrette que les infrastructures n'aient pas suivi la croissance démographique. Elle veut mettre la priorité sur le réseau routier pour un trafic fluide et sans bouchons.



CANTON DE VAUD L'UDC LANCE DEUX TÉNORS DANS LA COURSE AUX ETATS

Le président de parti Jacques Nicolet et Michaël Buffat défilent le ticket rose-vert composé de la socialiste Ada Marra et de l'écologiste Adèle Thorens.



Jacques Nicolet et Michaël Buffat seront les champions de l'UDC vaudoise. Image: Keystone

Ne cédon's surtout pas au chantage !



La nouvelle directive européenne sur les armes, sur laquelle nous voterons le 19 mai est néfaste pour tout le monde, parce qu'elle offre moins de sécurité à la population suisse. En effet, les nouvelles exigences en matière d'enregistrement augmentent considérablement la bureaucratie. Ce qui signifie que les policiers passeront encore plus de temps à leur bureau au lieu de remplir les tâches essentielles qui sont les leurs sur le terrain.

On pourrait donc s'attendre, dans un tel contexte, à un «non» clair à la loi sur les armes soumise au peuple le 19 mai. Les pronostics ne semblent toutefois pas aller dans ce sens. Mais attention, ce n'est pas parce que la nouvelle loi sur les armes aurait des aspects positifs, mais bien parce que le peuple suisse a accepté l'adaptation dynamique de la loi en 2005 en votant oui à l'accord de Schengen. En d'autres termes, l'ensemble du traité risque de devenir caduc si la Suisse rejette les différentes adaptations demandées par l'UE. Le 19 mai, les électeurs risquent donc de voter en faveur de la nouvelle loi sur les armes, non par conviction, mais par crainte de perdre quelque chose. Je le dis parce que je doute que l'UE accepte de son côté de courir un risque pour la sécurité en excluant la Suisse - qui se trouve au cœur de l'Europe - de tous les systèmes de

recherche et de toutes les bases de données policières.

Un tel vote motivé par la peur serait la règle si l'on devait accepter l'accord-cadre avec l'UE. Nous devrions en effet accepter par la suite de reprendre automatiquement le droit communautaire dans pratiquement tous les domaines importants, à savoir: la libre circulation des personnes, les transports terrestres et aériens, l'agriculture, les obstacles techniques au commerce et, à moyen terme, le libre-échange dans son ensemble, ce qui ne manquerait pas d'affecter toutes les relations économiques entre la Suisse et l'UE.

Les partisans de l'accord-cadre affirment que la population suisse pourrait également se prononcer sur l'adoption dynamique du droit, par exemple sur le démantèlement de la protection douanière dans l'agriculture ou sur le démantèlement de la protection salariale. Ce n'est pas exclu. Mais, comme c'est le cas actuellement avec la législation sur les armes, de telles votations se dérouleraient toujours à l'avenir avec l'accord-cadre à l'arrière-plan et avec les risques que l'on pourrait encourir si l'on se prononce contre l'UE. Ce serait donc la peur et non plus la libre volonté des Suisses qui déterminerait le destin de notre pays. Et ce serait la fin de la démocratie directe.

Nous ne devons pas céder au chantage! C'est pourquoi je vous demande, le 19 mai, de refuser clairement la directive de l'UE sur les armes, une nouvelle loi qui nuit à tous.

Albert Rösti

**Conseiller national Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse**

NON à la loi sur les armes de l'UE

L'Union européenne réagit aux attentats terroristes perpétrés au moyen d'armes illégales en désarmant encore plus les citoyens qui respectent les lois. Non pas en expulsant les personnes qui présentent une menace. Et pas davantage en sécurisant la frontière extérieure de Schengen, ce que pourtant l'UE serait tenue de faire en vertu de l'accord.

Il est évident que les terroristes et les criminels ne se procurent pas leurs armes de manière légale. Pas plus qu'ils ne les enregistrent. C'est pourquoi la nouvelle directive européenne sur les armes ne va empêcher aucun crime ni attaque terroriste.

L'article 17 de la directive UE sur les armes prévoit un mécanisme de durcissement automatique qui s'appliquerait tous les cinq ans en Suisse. La contrainte suivante sont des évaluations psychologiques pour les propriétaires d'armes légales. Et si nous ne voulons pas nous soumettre à de telles contraintes, nous devons faire face à la même menace vide qu'aujourd'hui.

L'UE n'a aucun intérêt à exclure la Suisse

Si l'accord de Schengen avec la Suisse devait être résilié, l'UE exposerait également sa propre population à un risque accru. Une exclusion de la Suisse du Système d'information Schengen (SIS) créerait un vide au cœur même de l'espace Schengen où les terroristes et les criminels pourraient manœuvrer à leur guise sans



Selon la nouvelle directive sur les armes, l'UE peut exiger de nouveaux renforcements tous les cinq ans.

être détectés ni inquiétés. Les attentats perpétrés en Allemagne, à Paris et en Belgique ont montré à quel point il était facile pour les terroristes de franchir des frontières ouvertes avec des armes illégales.

Dans le cas peu probable où les fonctionnaires de l'UE excluraient la Suisse de l'espace Schengen à titre de mesure punitive, nous aurions la possibilité de sécuriser à nouveau nos frontières de manière indépendante. Comme nous le faisons

avant de faire partie dudit espace Schengen. Grâce à une motion présentée à la Commission de la politique de sécurité (CPS), j'ai déjà pu faire en sorte que le corps des gardes-frontières soit enfin renforcé.

L'UDC s'engage en général pour ce qui va dans le sens d'une meilleure sécurité, à savoir: plus de gardes-frontières et plus de policiers. Eux seuls en effet peuvent garantir que les criminels et les personnes soupçonnées de terrorisme ne sont pas seulement enregistrés dans le système d'information Schengen tant vanté, mais qu'ils seront effectivement arrêtés et retirés de la circulation.

C'est la raison pour laquelle il faut voter NON le 19 mai à la nouvelle directive de l'UE sur les armes – la Suisse n'accepte le chantage ni des terroristes, ni de l'UE.

Communauté d'intérêts du tir suisse
Diktat-UE-Non.ch

NON
le 19 mai

**Inique
Liberticide
Inutile
Dangereux
Antisuisse**

Pour Isabel Villalon, ingénieure et chroniqueuse, c'est clair:

Stop au diktat de l'UE qui nous désarme



Conseillère nationale
Barbara Keller-Inhelder
Jona (SG)



Un oui à la directive sur les armes met votre sécurité en danger !

La nouvelle directive de l'UE sur les armes, sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 19 mai, entraînera davantage de bureaucratie pour les policiers. Alors que nous avons surtout besoin de ces mêmes policiers dans les rues de nos villes, afin qu'ils puissent veiller à la sécurité et à l'ordre.



Les policiers doivent être dans la rue et non au bureau.

Ce ne sont pas seulement les grandes villes comme Zurich, Berne, Bâle et Genève, où l'on enregistre presque quotidiennement un ou plusieurs délits violents dans l'espace public, qui sont touchées par ces phénomènes, mais aussi désormais les petites agglomérations et les villages. Et la situation est encore pire les fins de semaine: des coups de couteau par-ci, des cambriolages ou des bagarres par-là. Sans oublier ces groupes d'hommes masqués qui envahissent parfois les rues, ces fauteurs de troubles amateurs d'émeutes. Des «manifestants» pour lesquels les dégâts matériels font malheureusement presque systématiquement partie du programme. De plus, des gangs de cri-

minels étrangers bien organisés se déplacent dans les quartiers et s'introduisent par effraction dans les appartements et les maisons. Certains quartiers sont même le théâtre de véritables trafics de drogues illégales. La police doit donc intervenir et assurer la sécurité et l'ordre, afin que la situation ne dégénère pas complètement et que les simples citoyens puissent circuler dans leurs villes également la nuit.

Beaucoup plus de bureaucratie

Les exemples cités ne sont qu'une petite sélection du travail quotidien que la police doit accomplir. Nos policières et policiers font aujourd'hui souvent un travail extrêmement dangereux dans un environnement très difficile. A cela s'ajoute le fait qu'en maints endroits les corps de police sont confrontés à des problèmes de personnel. C'est notamment le cas dans les grandes villes où il n'est plus si aisé de trouver des candidats jeunes pour exercer ce métier dangereux qu'est celui de policier. A ces difficultés viendrait s'ajouter la nou-


velle directive de l'UE sur les armes, sur laquelle nous voterons le 19 mai. Cette directive sur les armes contient en effet divers amendements dits administratifs. Si le projet de loi est adopté, les musées ou les collectionneurs devraient tenir des registres complets et détaillés de leurs armes. Il faudrait également un enregistrement précis et détaillé du type d'arme ou de la personne qui la possède et à quelle fin. Ce serait donc aux corps de police qu'incomberait l'obligation de vérifier et de surveiller les registres et les directives.

On comprend dès lors que la mise en œuvre dans notre pays de la nouvelle directive européenne sur les armes aurait surtout pour conséquence la mise en place d'une véritable machine bureaucratique. Nos corps de police devraient non seulement y consacrer d'innombrables heures de travail de bureau supplémentaires, mais également assumer des coûts énormes pour les nouveaux systèmes informatiques. Et une fois de plus, ce sont les contribuables suisses qui devront passer à la caisse, et ce, sur deux plans simultanément, car, si la police passe plus de temps au bureau, c'est la sécurité dans la rue qui en souffrira.

C'est pourquoi, le 19 mai 2019, il faut dire un NON franc et massif à la mise en œuvre d'une modification de la directive de l'UE sur les armes!

*Conseiller national
Mauro Tuena
Zurich (ZH)*



 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra	
<h1 style="margin: 0;">SPECIMEN</h1>	
Bulletin de vote pour la votation populaire du 19 mai 2019	
Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (Développement de l'acquis de Schengen) ?	Réponse <div style="font-size: 2em; color: blue; font-family: cursive;">NON</div>
Tous aux urnes !	

Le tout-puissant Conseil d'Etat bâlois

Quand le rose-vert règne, le canton se hisse au-dessus de la Confédération, Bâle-Ville est plus important que Dublin et la politique passe avant la justice. L'essentiel est en effet qu'un demandeur d'asile débouté puisse rester en Suisse. Et pour ce faire, le Conseil d'Etat de Bâle-Ville n'applique tout simplement pas un jugement du Tribunal administratif fédéral qui a ordonné l'expulsion d'un Afghan.

Un jeune Afghan s'était enfui avec sa famille en Iran, où il a été incorporé dans l'armée. Il s'est ensuite enfui en Europe pendant ses vacances. Une première demande d'asile déposée en Autriche a été rejetée. La demande présentée en Suisse a également dû être rejetée conformément aux principes de l'Accord de Dublin, que le Tribunal administratif fédéral a confirmé en dernière instance. Une pétition soutenue par le Grand Conseil de Bâle-Ville demandait que ce ressortissant afghan ne soit pas renvoyé. Une demande que le Conseil d'Etat a acceptée: il informera donc la Confédération qu'il «n'effectuera pas le renvoi vers l'Autriche».

L'Etat de droit, à savoir le lien étroit qui doit exister entre toute activité étatique et le droit et la loi, est généralement invoqué par la gauche lorsqu'il est question de politique étrangère. Or, tel n'est pas le cas pour le Conseil d'Etat de Bâle-Ville, où domine le camp rose-vert, qui considère que si l'application de la loi conduit à un résultat politiquement désavantageux il faut passer outre. La politique – dont on peut déterminer le cours en fonction des rapports de force existants – prend donc le pas sur la loi. Or, un tel comportement viole non seulement les principes de l'Etat de droit, mais il est également arbitraire et relève du plus pur opportunisme politique. Et je me demande en tant que citoyen pourquoi je dois payer une amende pour excès de vitesse dans une zone de 30 km/h,



Un Afghan légalement expulsé peut rester ici parce que le Conseil d'Etat bâlois, dominé par les socialistes et les Verts, refuse de l'expulser.

alors que, sur le plan politique, je refuse ce genre de zones.

Le double standard de la gauche

L'Accord de Dublin, et en général les traités bilatéraux et autres traités internationaux, font généralement appel aux milieux politiques de gauche et aux internationalistes de tous poils. Ils nous enseignent que la migration est un problème mondial, pardon: une chance, une opportunité, un merveilleux potentiel, si l'on en croit le Pacte des Nations Unies sur les migrations – qui doit être résolu au niveau mondial. Mais si le gouvernement de Bâle-Ville n'aime pas la solution globale aux problèmes d'asile pour résoudre un cas particulier, alors il passe avant Dublin. C'est l'opportunisme des internationalistes.

La gauche invoque en général le centralisme, le pouvoir politique de la Confédération, ridiculise souvent le fédéralisme, ne fait pas confiance

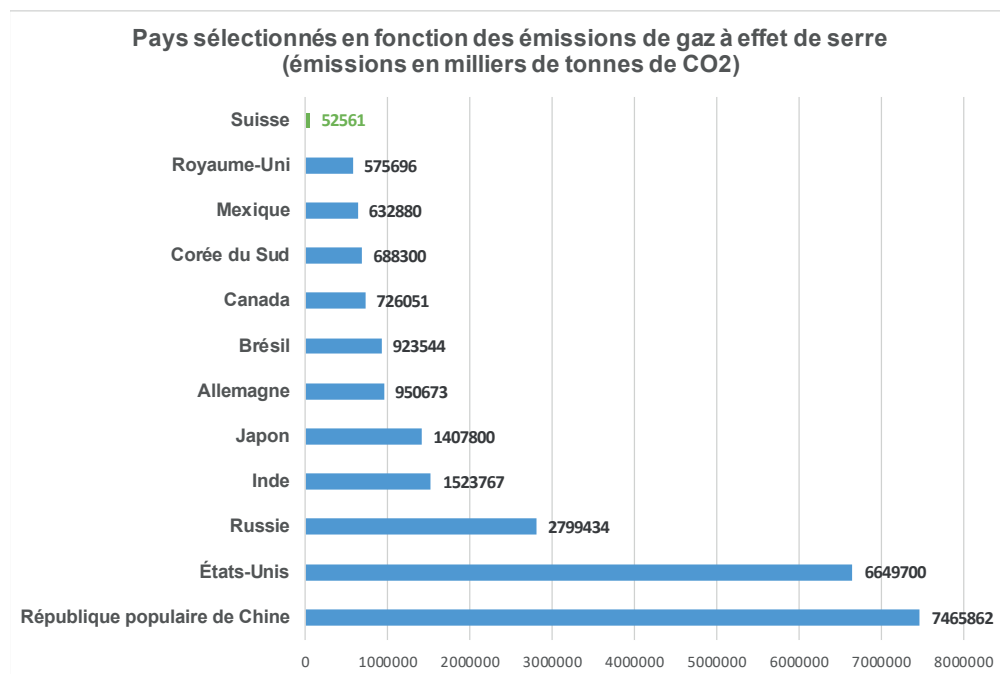
aux cantons ou les accuse de défendre leurs propres intérêts (ce que les cantons font, espérons-le). Or, si l'on considère le rapport entre le Tribunal administratif fédéral et le Conseil d'Etat de Bâle-Ville, il semble que ce dernier applique une forme de fédéralisme légèrement différent. Le gouvernement cantonal doit informer les autorités fédérales de la manière dont les lois et traités conclus par la Confédération doivent être mis en œuvre. C'est du fédéralisme opportuniste. On peut supposer ici que le Conseil d'Etat en question ne le voit ainsi que pour Bâle-Ville, tandis que la Confédération doit surveiller au plus près tous les autres gouvernements cantonaux.

*Conseiller national
Hans-Ueli Vogt
Zurich (ZH)*



L'absence de logique derrière le «bilan CO2 nul»

Le conseil communal de la ville de Zurich, dominé par la gauche et les Verts, entend ramener à zéro les émissions de CO2 d'ici 2030. Qu'est-ce que cela signifie pour la population si cet objectif est atteint?



Les émissions de CO2 de la Suisse sont bonnes au regard des normes internationales.

Qu'est-ce qui nous attend si l'uto pie gauchiste qui préconise un «bilan CO2 nul d'ici 2030» devient réalité? La Suisse augmenterait tout simplement les émissions de CO2 à l'étranger. Parce que si toutes les voitures doivent fonctionner à l'électricité et que les centrales nucléaires suisses doivent être fermées dans la foulée, nous serions condamnés à importer d'Allemagne et de France de l'énergie sale produite par le charbon ou de l'énergie nucléaire. Les centrales au gaz ne constituent pas non plus une alternative en raison de leurs émissions de CO2. Mais l'origine de l'électricité nécessaire pour faire fonctionner les voitures électriques ne préoccupe guère la gauche. Celle-ci préfère en effet de loin vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué et promet de réserver les rares places de parking à Zurich aux véhicules électriques.

Par ailleurs, la plupart des Zurichois devraient geler dans des appartements froids en hiver, car les systèmes de chauffage au mazout et au gaz na-

turel ne permettraient pas d'atteindre l'objectif «zéro CO2». Les touristes et les voyageurs d'affaires en provenance de l'étranger devraient également éviter Zurich en raison du bilan climatique local. Pour la même raison, des entreprises telles que Google, la FIFA, d'autres grands groupes, des compagnies d'assurance et des banques devraient aller s'installer ailleurs. Résultat: un chômage de masse et une péréquation financière nationale qui feraient de Zurich un bénéficiaire net, et ce, au nom du climat.

Habiter à Zurich serait encore plus cher

Si tous les immeubles résidentiels ne devaient plus émettre de CO2 d'ici 2030, d'innombrables bâtiments devront être démolis ou transformés moyennant des investissements massifs. Avec pour conséquence évidente, une explosion des coûts des loyers. Démolir délibérément les volumes construits existants pour en finir avec

les émissions du CO2 coûterait également de l'énergie et irait à l'encontre non seulement du bon sens, mais aussi de l'objectif de préservation des ressources.

On oublie souvent dans le débat sur le climat que ce sont surtout les Verts et la gauche qui soutiennent l'immigration massive. Une immigration massive qui, en Suisse, se traduit également par une augmentation irresponsable de la consommation de ressources énergétiques.

L'alarmisme de gauche n'apporte aucune amélioration

Personne, et certainement pas l'UDC, ne refuse les innovations techniques. Des mesures sont d'ores et déjà prises pour économiser l'énergie, que ce soit dans les nouvelles constructions ou dans les rénovations. La Suisse et la ville de Zurich ont déjà un faible taux d'émissions de CO2 par habitant. Un taux qui est deux fois plus élevé en Allemagne, et quatre fois plus aux États-Unis.

Les partis de gauche et les partis verts font en revanche preuve de scepticisme à l'égard des innovations techniques et exigent dans certains domaines, comme l'énergie nucléaire par exemple, de véritables interdictions de penser. Ce n'est pas l'alarmisme des milieux de gauche qui va créer de l'innovation dans le domaine de l'environnement. C'est là l'affaire de l'industrie et du commerce. C'est la raison qui va aider le climat, pas l'hystérie!

Conseiller national
Alfred Heer
Zurich (ZH)



L'achat local est le meilleur moyen de protéger l'environnement

L'UDC est le seul parti à s'engager en faveur de l'agriculture suisse. Et celles et ceux qui veulent vraiment faire quelque chose pour l'environnement devraient laisser les fraises d'Espagne sur les étals et acheter des produits de saison de production suisse.



L'UDC se concentre sur l'agriculture locale plutôt que sur les importations alimentaires.

De la région - pour la région: tel est le slogan publicitaire bien connu d'un commerce de détail. Si tout le monde agissait en fonction de ce dernier, l'environnement en sortirait largement gagnant. Mais les commerces de détail tiennent-ils leurs promesses eux-mêmes? Il suffit de jeter un coup d'œil dans les rayons pour se rendre compte qu'il ne s'agit là en fait que de capter l'attention du client. On y annonce en effet les fraises bio d'Espagne, l'agneau qui vient d'Australie et ainsi de suite. De la région - pour la région, le chemin est, semble-t-il, encore long.

Le comportement du consommateur est déterminant

Les commerces de détail sont-ils responsables de ce transport de produits alimentaires en provenance du monde entier, ou est-ce les consommateurs qui le sont? C'est bien, en fin de compte, le consommateur qui décide de son comportement d'achat. En effet, si personne n'achète de fraises

d'Espagne et d'agneau d'Australie, ces produits finiront tôt ou tard par ne plus être proposés dans les commerces. Ce qui ne serait pas une perte non plus: nous avons effectivement en Suisse d'excellents producteurs de légumes et d'agneaux, qui travaillent dans le respect de l'environnement, dans la mesure où on les laisse agir.

Les Verts et la gauche misent sur les importations

Cela étant, diverses initiatives du camp rose-vert, comme l'initiative sur l'eau potable, tentent de détruire l'agriculture qui produit localement. On préférerait en lieu et place créer une agriculture à la Ballenberg. Une agriculture où les vallées de montagne accueilleraient les loups et les ours pour empiéter sur l'agriculture de la région, tandis que le fond des vallées devrait laisser place aux seules prairies fleuries. Le camp rose-vert à l'art de diaboliser tout ce qui sert à la production alimentaire. Mieux vaut

en effet compter sur les importations. Les disciples fanatiques du climat ne s'inquiètent guère des gaz d'échappement qui viennent polluer l'air tout au long des itinéraires tracés à travers la moitié de l'Europe. Comme dit le proverbe: «ni vu, ni connu!».

Oui à la production indigène

L'UDC est en revanche le seul et unique parti qui s'engage à 100 pour cent en faveur de la production indigène de produits suisses. Nous sommes convaincus que c'est la meilleure façon de protéger notre environnement et, ne l'oublions pas, de garantir des emplois importants. Conformément à la devise: de la région, pour la région.

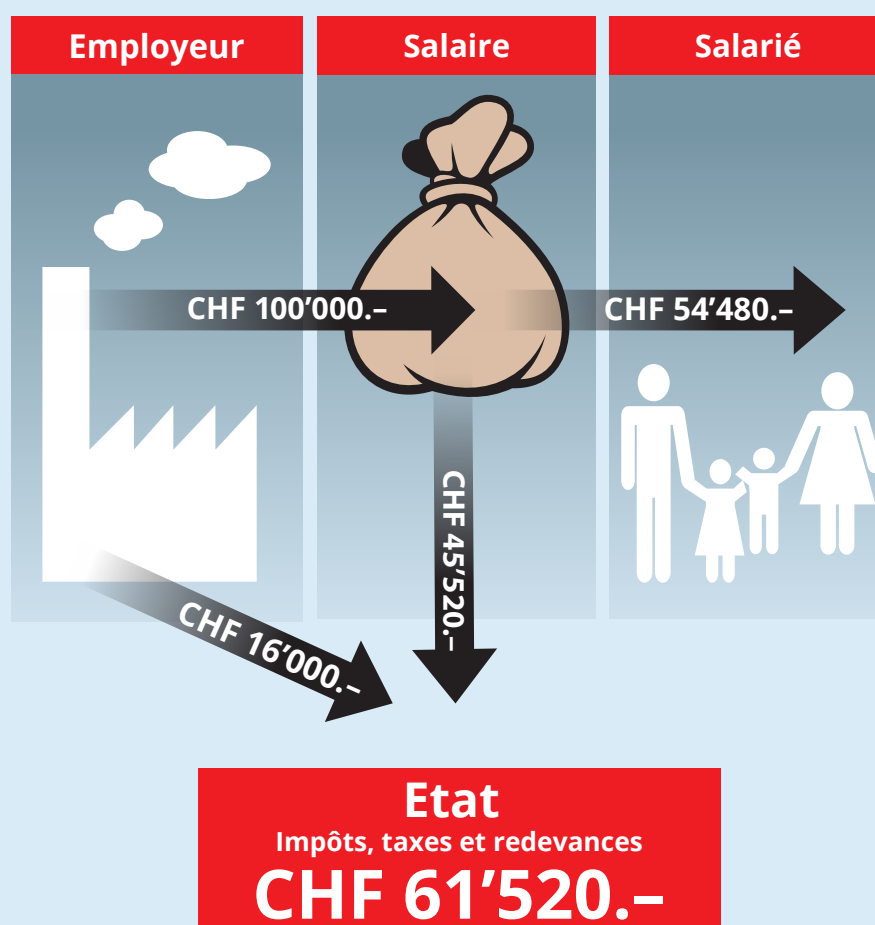
Conseiller national
Marcel Dettling
Oberiberg (SZ)



Pour renforcer les classes moyennes laborieuses

La classe moyenne est le pilier de notre pays. Cela étant, les salaires stagnent en Suisse, tandis que le coût de la vie, notamment le coût du logement, les primes d'assurance maladie et les frais de formation augmentent de manière disproportionnée. Mais c'est surtout l'expansion constante de l'État-providence qui a un impact négatif sur les salaires de la classe moyenne laborieuse.

Les couples avec deux enfants travaillent plus que six mois pour l'Etat !



Si l'on calcule la charge fiscale pour un couple avec deux enfants, on constate que de nombreuses familles suisses travaillent uniquement pour l'Etat pendant plus de la moitié de l'année. Par exemple, une famille de quatre personnes paie des pourcentages sur leurs salaires pour l'AVS, l'AI, les allocations pour perte de gain, l'assurance chômage, la caisse de pension et l'assurance accidents professionnels et non professionnels. De plus, les pourcentages salariaux de l'employeur viennent encore s'y

ajouter. Par ailleurs, les primes d'assurance maladie, l'impôt fédéral direct et l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune doivent être déduits du salaire disponible. La TVA de 2,5 à 7,7 pour cent vient s'ajouter à toutes les dépenses encourues - qu'il s'agisse de nourriture, de factures de téléphone, de vêtements ou d'ameublement. Si l'on doit utiliser une voiture, viendront s'ajouter encore les dépenses pour la taxe sur les véhicules à moteur et les huiles minérales, la vignette autoroutière et les droits de douane. Enfin,

notre budget est grevé par d'autres prélèvements obligatoires tels que les frais d'élimination des déchets et des eaux usées, la taxe sur le tabac, la taxe sur l'alcool, les droits de timbre, les taxes sur les billets ou encore les taxes pour chiens.

Les prestations sociales excessives pèsent surtout sur les classes moyennes

En même temps, la propension à réclamer des prestations de la part de notre système social généreux ne cesse

d'augmenter. Il est de plus en plus courant en effet de constater, dans les zones urbaines en particulier, que les crèches sont financées par l'Etat, que l'on dispose de logements sociaux et de primes d'assurance maladie réduites. Mais ces prestations sociales supplémentaires doivent être financées. La classe moyenne laborieuse devra à nouveau passer à la caisse et s'acquitter d'impôts, de taxes et de prélèvements destinés à l'Etat-providence, qui ne cesse de s'étendre. Le financement de l'AVS (RFFA) augmente de 0,3 pour cent supplémentaire les coûts salariaux, qui sont déjà parmi les plus élevés au monde. Les cotisations salariales devraient également être augmentées pour financer le congé paternité. Des impôts supplémentaires

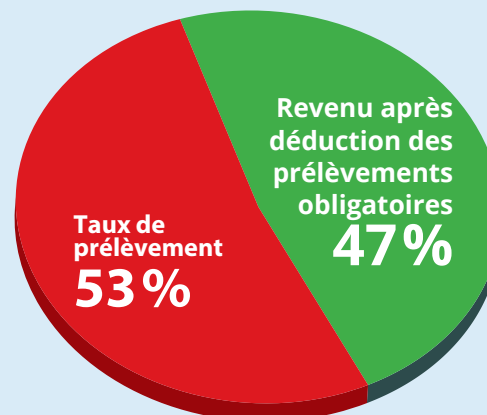
sur le salaire mensuel sont également prévus pour la restructuration du deuxième pilier. Parallèlement, le Conseil fédéral veut augmenter la TVA de 7,7 à 9,2 pour cent (plus 1,5 pour cent) afin d'assainir en partie l'AVS.

L'UDC lutte pour moins de redistribution et moins d'Etat

L'UDC, le parti de la classe moyenne, exige quant à elle que la classe moyenne laborieuse soit renforcée. Il faut donc réduire de toute urgence la charge fiscale, les taxes et les prélèvements qui grèvent le budget des citoyens, et la politique doit se défaire d'un système qui conduit à toujours plus de redistribution et à un Etat de plus en plus présent. Il s'agit d'abord et surtout de penser aux Suissesses et

aux Suisses. Chaque jeune Suisse doit, au terme de sa formation, trouver un emploi qui lui convienne. Chaque personne de plus de 50 ans devrait pouvoir garder son emploi et ne pas être remplacée par un travailleur étranger moins cher. La classe moyenne suisse est le pilier principal de la Suisse, tant d'un point de vue économique que politique, il convient donc d'en prendre soin.

Conseiller national
Thomas Aeschi
Baar (ZG)



Revenu effectif d'un couple:	116'000.00 CHF
Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnelle et non professionnel, allocations familiales)	– 16'000.00
Pourcentage salarié	– 14'000.00
Primes d'assurance-maladie	– 11'500.00
Impôt sur le revenu (moyenne nationale)	– 8'700.00
Impôt fédéral direct	– 220.00
TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 40'000 francs	– 3'000.00
Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture	– 1'500.00
Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour)	– 1'600.00
Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôts sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.)	– 5'000.00
Revenu après déduction des prélèvements obligatoires	54'480.00 CHF
Taux de prélèvement	53%

Ruiner la sécurité sociale ?

En cas d'acceptation de l'accord-cadre, l'UE voudra également faire adopter la directive relative au droit des citoyens de l'Union - avec des conséquences imprévisibles pour nos assurances sociales, mais surtout pour les caisses communales. Presque tous les nouveaux arrivants ne se priveraient en effet pas de ces généreuses prestations étatiques.



La directive Citoyens de l'Union ouvrirait la porte au tourisme social.

Aujourd'hui, les citoyens de l'UE qui perdent leur emploi au cours de la première année qui suit leur arrivée n'ont pas droit à l'aide sociale. S'ils sont contraints au chômage «seulement» après la première année qui suit leur arrivée, ils reçoivent des prestations d'aide sociale pendant six mois. L'UE veut que cela change. Avec l'introduction de la directive relative au droit des citoyens de l'Union, ces derniers auraient droit durant six mois à des prestations d'aide sociale la première année déjà – et même, dans le cas d'une perte d'emploi ultérieure, à une assistance sociale illimitée !

La situation serait encore plus difficile avec les inactifs. Si, aujourd'hui, ces derniers n'ont en effet plus droit à l'assistance sociale, ils y auraient droit de façon illimitée après trois mois seu-

lement, ce dans l'hypothèse où ladite directive était adoptée! Les étudiantes et les étudiants de l'UE qui ne peuvent se permettre de suivre leurs études en Suisse, doivent actuellement retourner chez eux. Selon la nouvelle directive, ces mêmes étudiants ne devraient plus être exclus de l'aide sociale et pourraient donc profiter de l'ensemble du programme.

Tourisme social en vue

Avouons-le, on ne pourrait en vouloir à aucun citoyen de l'UE de déménager immédiatement en Suisse afin de profiter pleinement de cette manne étatique qui lui tomberait dessus en cas de chômage. Ajoutons encore le fait que, toujours selon cette directive européenne, il pourrait aussi faire venir toute sa famille afin que celle-ci puisse elle aussi bénéficier du programme so-

cial, ce qui ne manquerait pas de grever sévèrement les caisses communales!

Les communes seraient ruinées

Les communes qui devront faire face à la forte augmentation des coûts de l'aide sociale à partir de 2020 pour les demandeurs d'asile qui ont immigré en 2015 ne pourraient plus supporter les coûts supplémentaires qui en résulteraient sans une hausse massive des impôts!

En d'autres termes, la Suisse ne doit jamais signer cet accord-cadre, car les conséquences seraient catastrophiques pour nos assurances sociales, et carrément ruineuses pour nos communes.

*Conseiller national
Andreas Glarner
Oberwil-Lieli (AG)*



Aucune lueur au bout du tunnel

Les différentes commissions parlementaires ont terminé leurs auditions sur l'Accord-cadre avec l'Union européenne. Le Conseil fédéral a tenté de dégager une vue d'ensemble pour ce dossier qui est indubitablement de toute première importance. On le sait désormais: l'accord-cadre n'a pas encore vu le bout du tunnel.

Les responsables du DFAE, marqués à gauche, défendent dur comme fer leur accord-cadre raté. Ce qui n'est pas étonnant, puisqu'ils veulent rejoindre l'UE, même si cela doit se faire de manière insidieuse. Aucune réponse n'est apportée aux préoccupations concernant les institutions politiques. C'est bien là une raison suffisante pour continuer à combattre cet accord de toutes nos forces.

À la mi-janvier, la Commission de politique extérieure du Conseil national a tenu une audience publique. Le début d'une phase chaotique qui durera plusieurs mois. Les parlementaires se sont posé à juste titre la question: «Pourquoi le Conseil fédéral nous présente-t-il un projet de loi à propos duquel il n'a (soi-disant) aucune opinion?»

Mais les objections, les critiques, les contre-arguments, où étaient-ils? Pourquoi notre gouvernement a-t-il servi à nos thuriféraires de l'UE un accord sur un plateau d'argent? Certains partis avaient apparemment déjà préparé leurs prises de position avant même la première lecture du texte, bercés qu'ils étaient par le secrétaire d'État Roberto Balzaretti, lequel n'a pas manqué de vanter le contenu de l'accord et d'en faire l'éloge publiquement.

Les choses se sont accélérées depuis. Le PLR et les Verts libéraux se sont jetés dans les bras de l'UE. Le PBD a fait de même. Le PDC a fait son slalom, comme d'habitude. Avec leur vision étriquée, ces partis du centre semblent ignorer les réalités po-



Pour les principaux partis sociaux-démocratiques, le traité est l'étape préalable à l'adhésion à l'UE.

litiques. Une partie de la gauche s'est au moins plainte de la diminution de la protection des salaires, ce qui n'a pas manqué d'avoir un certain impact médiatique. Mais tout ça c'est du blabla. Pour les chefs de file socialistes, en effet, l'accord-cadre n'est de toute façon qu'une étape vers l'adhésion à l'UE.

L'observateur neutre ne peut que constater la chose suivante: seule l'UDC s'intéresse vraiment à ce qui est bien pour la Suisse. Seule l'UDC a vivement critiqué et combattu dès le début la trahison des principes démocratiques engagée par le Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral continuera à préconiser la conclusion d'un accord-cadre

Malgré d'éventuels changements cosmétiques, les principales caractéristiques de l'accord-cadre restent inchangées. L'adoption dynamique du droit de l'UE signifie pour nous autres Suisses que nous nous préparons à encaisser. Nous serons marqués comme les oreilles des veaux le sont. Nous de-

vrions savoir dans quel troupeau nous serions intégrés.

Une fois que la croix suisse sur fond rouge sera recouverte des tons bleus de l'UE et parsemée d'étoiles jaunes, notre propre ADN démocratique fera définitivement partie de l'histoire. Eh oui, je crains une Cour de justice européenne à la compétence quasi illimitée.

Même si nous recourrons aux lumières les plus efficaces, difficile d'entrevoir le bout du tunnel dans cette affaire. C'est la raison pour laquelle nous devons continuer à nous défendre avec force et conviction contre cet accord-cadre. Et louvoyer aussi longtemps que nous le pouvons. Si tel n'est pas le cas, nous risquons fort d'être surpris à la sortie, et de ne plus voir que des étoiles.

*Conseiller national
Roland Rino Büchel
Oberriet (SG), membre
de la Commission des
affaires étrangères*





L'immigration de masse reste le principal problème

L'immigration incontrôlée pose de plus en plus de problèmes dans notre pays. Les Suisses disposent de moins en moins d'argent dans leur porte-monnaie. L'hystérie climatique actuelle devrait également déboucher sur l'extension de notre droit d'asile aux «réfugiés climatiques et environnementaux».

Malgré une croissance économique positive, les salaires réels ont baissé en moyenne de 0,4 % en 2018. Et si les syndicats s'indignent, ils font évidemment attention à ne pas mentionner les vraies raisons de cette baisse. Tout au contraire, la gauche rejette l'argument selon lequel de tels chiffres ont quelque chose à voir avec la migration. Il n'en reste pas moins que la création de valeur ajoutée ne suit de loin pas la croissance démographique. Les salaires subissent la pression générée par une immigration débridée ainsi que l'augmentation des coûts du logement, de la santé, des transports publics et de l'énergie.

8,7 millions, c'est trop

L'immigration se situe à un niveau encore beaucoup trop élevé: en effet, un

million de personnes ont immigré dans notre pays au cours de ces douze dernières années seulement. Si le développement démographique se poursuit ainsi, l'immigration annuelle nette totalisera plus de 80 000 personnes, comme cela fut le cas les années précédentes après l'introduction de la libre circulation des personnes.

Les derniers chiffres fournis par la Confédération confirment également que même si le nombre d'étrangers qui immigreront en Suisse est à peu près identique, ils sont de moins en moins nombreux à quitter notre pays. On constate ainsi que l'immigration nette au premier trimestre 2019 a augmenté de 3,5 % par rapport à l'année précédente et qu'elle a totalisé 13'653 personnes. La Suisse semble devenir de plus en plus populaire

(+96%!), notamment pour les immigrés de Bulgarie et de Roumanie. Au cours de la même période, la population étrangère résidant en Suisse a enregistré un excédent de naissances de 3'942, ce qui signifie qu'entre janvier et mars 2019 seulement, le nombre d'étrangers en Suisse a augmenté de près de 17'500, bien que plus de 8'000 personnes aient été naturalisées durant la même période.

L'Etat a besoin de frontières

Quand je suis né en 1966, la Suisse comptait encore 5,9 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous en sommes à 8,7 millions. Et si je ne quitte pas ce monde de manière prématurée, j'aurai l'occasion de voir que la population de mon pays aura carrément doublé au cours de mon existence. L'année dernière, 15'255 personnes

sont entrées en Suisse sous couvert de l'asile - très peu d'entre elles étaient de véritables réfugiés. La grande majorité des requérants d'asile vivent en permanence de l'aide sociale, autrement dit aux frais du contribuable. Mais notre État providence ne fonctionne que dans certaines limites. Faut-il dès lors s'étonner que les primes d'assurance maladie prennent l'ascenseur lorsque tous les immigrants bénéficient dès la première minute des mêmes services médicaux que les citoyens dont les familles ont payé des primes pendant des générations ? Nous voulons la qualité de vie, la sécurité et le bien-être - mais certainement pas une Suisse à dix millions d'habitants ! Seule l'initiative de limitation de l'UDC peut mettre enfin un terme à ce non-sens.

Le climat est-il bientôt un motif d'asile ?

L'hystérie climatique qui prévaut actuellement constitue un danger particulier

en ce qui concerne l'immigration massive. Les politiciens rouges et verts ne cachent pas qu'ils veulent faire du changement climatique et des changements environnementaux un motif de reconnaissance pour les «réfugiés». La Convention de Genève de 1951 ne permet pas encore une telle extension irresponsable de cette notion. Mais pour combien de temps ? Le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations promeut un «agenda pour la protection des personnes déplacées au-delà des frontières à la suite de catastrophes et de changements climatiques» et mentionne à plusieurs reprises le changement climatique comme un motif suffisant de migration.

Compte tenu de l'agenda politique qui est le leur actuellement et des déclarations qui y sont liées, on peut tout à fait penser que les milieux verts et de gauche abuseront du changement climatique et des débats qu'il suscite pour élargir de manière irresponsable la notion de réfu-

gié. Et l'on voit ce que cela peut donner : il y a, ne serait-ce qu'en Afrique, plus de 1,2 milliard de personnes qui pourraient invoquer assez simplement le changement climatique. Il s'agit maintenant de mettre résolument un terme à cette approche biaisée aux conséquences imprévisibles pour la Suisse et sa population. C'est pourquoi je présenterai lors de la session extraordinaire de ce printemps une initiative visant à adapter la loi sur l'asile et les étrangers afin que les raisons environnementales et climatiques soient expressément exclues de la notion de réfugié - tout comme le fait de désertir et de refuser de servir ne doivent plus constituer un motif d'asile dans la loi.

Conseiller national
Thomas Matter
Meilen (ZH)



Nous voulons la qualité de vie et la sécurité et non pas 10 millions de Suisses.

LE NOUVEAU RANGE ROVER EVOQUE
UN REGARD DIT TOUT.



ABOVE & BEYOND



À l'aise sur les chemins comme sur le bitume des grandes villes, le nouveau Range Rover Evoque affiche les performances d'un authentique Land Rover. Son design séduit au premier regard, avec sa silhouette caractéristique au style d'un coupé. Équipé de phares Matrix LED dynamiques et de clignotants animés, il resplendit par son style en toutes circonstances. Vous le voyez, l'Evoque attire tous les regards.

Effectuez une course d'essai dès maintenant chez votre spécialiste Land Rover.

landrover.ch

Pourquoi voter UDC ?

Soyons sérieux : voter pour les Verts en octobre ne sauvera pas le monde. Voter UDC, par contre, permettra au moins de sauver la Suisse. Vous trouvez que j'exagère ? C'est que vous n'avez pas encore pris conscience des vrais enjeux des votations fédérales de cette année. L'hystérie climatique vous a peut-être embué l'esprit et les volte-face du centre vous ont désorientés. Heureusement que l'UDC garde la tête froide face aux coupeurs de têtes politiquement corrects et refuse de marcher sur la tête lorsque le monde est sens dessus-dessous.

Cohérence

L'UDC est un parti dont les paroles correspondent aux actes, un parti qui a une ligne et une communication claires et qui s'y tient. Que ça nous plaise ou non, les partis sont avant tout des instruments. Certains d'entre eux servent des intérêts particuliers et pratiquent le clientélisme comme le font les professionnelles du trottoir. L'UDC pas ! Refusant de racoler des « clients » au détriment de sa virginité, elle défend la souveraineté, l'indépendance, la neutralité et le fédéralisme avec une constance et une vigueur qui forcent le respect. L'UDC est au service du bien commun, qui est la préservation de notre patrie, la Suisse.

Liberté en péril

L'enfumage climatique actuel des milieux économico-écologico-mondialistes ne sert qu'à masquer les intentions réelles d'une petite clique d'oligarques cherchant à prendre le contrôle global des flux financiers et des libertés citoyennes. Ne pouvant parvenir à leur fin – l'abolition des États-nations – à l'aide de moyens honnêtes, ils utilisent la fourberie et le mensonge pour imposer leur modèle liberticide.

Non à la soumission

Renforcer l'UDC cet automne, c'est renforcer la souveraineté et la démocratie directe, sans lesquels le modèle Suisse serait vidé de sa substance. Cet accord, duquel nos adversaires essayent



Nous devons à notre beau pays de donner le meilleur de nous-mêmes.

de détourner les regards avant les élections – pour le resservir juste après – ne représente pas du tout une continuation des accords bilatéraux, mais leur abolition pure et simple. En effet, il ne s'agit plus d'un accord conclu entre partenaires égaux et indépendants, mais d'un acte de soumission de notre nation souveraine au droit européen qui, de plus, est évolutif. C'est-à-dire qu'en concluant cet accord, la Suisse se soumettrait non seulement à la cour de justice européenne, mais qu'en plus, elle signerait un chèque en blanc. Or, mis à part l'UDC, tous les autres partis ont déjà fait savoir qu'ils soutiendraient l'accord cadre. N'osant pas demander frontalement aux Suisses s'ils veulent adhérer à l'UE, ils cherchent à les y amener par étapes et détours en créant une succession de faits accomplis juridiques.

Une question de valeurs

La Suisse est une communauté d'esprit ancrée dans une identité, une histoire et des traditions propres. Un long processus de mûrissement l'a amenée à développer une forme particulièrement harmonieuse et équilibrée du vivre ensemble, basée sur la responsabilité individuelle, l'esprit de milice, le fédéralisme et la subsidiarité. Or, c'est précisément tout cela qui est en péril si nous devons nous dissoudre dans l'UE qui est, elle, anti-démocratique, bureaucratique et centralisée à outrance. Voter UDC en octobre représente réellement un acte citoyen indispensable pour sauver la Suisse.



*Oskar Freysinger
Savièse (VS), Chef de
campagne pour la
Suisse romande*

Devenez ambassadeur !

L'UDC compte sur des ambassadeurs pour sa campagne électorale. Des ambassadeurs qui devraient servir de motivateurs et de multiplicateurs dans les communes. Ce n'est qu'ensemble, en équipe, que l'UDC pourra en effet, le 20 octobre, continuer à surfer sur la vague du succès et remporter les élections pour la Suisse.

Une des forces de l'UDC c'est d'être proche des gens et de sentir le pouls de la population. La preuve en est le succès de l'UDC et de ses initiatives populaires au cours des 30 dernières années. Nous disons ce que les gens pensent et ce que les autres partis n'osent pas dire. Nous apportons des solutions qui soutiennent une majorité de la population et des cantons. L'UDC est un mouvement de citoyens qui repose sur une base très large. Nos fêtes locales sont notre force. Notre langage citoyen est notre carte maîtresse.

Afin de mettre davantage l'accent sur ces valeurs de l'UDC et de continuer sur la voie du succès qui est la nôtre depuis des années, nous voulons, avec des milliers d'ambassadeurs, toucher les gens au niveau communal et cantonal. Nous entendons également miser sur la proximité pour cette campagne électorale, car personne ne peut mieux motiver les électeurs que les citoyennes et les citoyens du cru. Avec ces femmes et ces hommes qui s'engagent dans les sections locales du parti, qui connaissent les villages et les

quartiers, qui sont proches de la population locale, qui sont associés aux clubs et aux entreprises de la région, nous pouvons gagner les élections du 20 octobre. C'est pourquoi il est si important de pouvoir compter sur de nombreux ambassadeurs. Il convient d'ailleurs de noter que la communication d'entreprise moderne fonctionne selon le même principe. Vous pouvez certes investir dans des affiches et des campagnes publicitaires aussi brillantes que coûteuses pour vendre des produits ou des candidats, mais, il est beaucoup plus efficace, parce que plus convaincant, de miser sur les recommandations qu'émettent des voisins, des connaissances, des collègues et des amis, chose qui n'est possible qu'en privilégiant le contact interpersonnel. C'est pourquoi les liens avec la base sont si importants.

Participez à notre mouvement

Inscrivez-vous vous aussi pour faire partie de notre mouvement UDC. Nous avons besoin de personnes qui veulent

s'engager pour la Suisse, qui sentent le pouls de la population et qui lui disent haut et fort ce à quoi l'UDC s'engage. Parce que nous luttons pour la liberté, pour l'industrie et pour que les travailleurs et les familles de notre pays puissent à nouveau disposer de plus d'argent dans leur portemonnaie. Nous luttons pour une gestion indépendante de l'immigration, contre la bureaucratie croissante et l'accord-cadre avec l'UE, accord qui n'est en fait qu'une adhésion rampante à l'UE. C'est en véhiculant ce message que nous pourrions convaincre l'électorat et remporter les élections. Avec nos ambassadrices et nos ambassadeurs, nous voulons toucher 50 000 personnes d'ici le 20 octobre et les convaincre de nos valeurs et des solutions que nous proposons. C'est pour cela que nous avons besoin de vous!

Conseillère nationale
Sandra Sollberger
Bubendorf (BL)



Je veux m'engager comme ambassadeur/drice de l'UDC pour la Suisse

Nom:

Prénom:

Rue:

NPA/Lieu:

E-Mail:

N° de tél.:

Tél. portable: